Un État à part entière : les occasions manquées des Palestiniens

Par la rédaction de FokusIsrael.ch

Au cours des 80 dernières années, les Palestiniens se sont vus proposer à plusieurs reprises un État ((il y a 80 ans, personne ne parlait de Palestiniens, mais seulement d'Arabes)). Mais ils ont tous refusé. Voici un bref aperçu des occasions manquées de devenir indépendant au niveau de l'État.

1947 Décision de partage de l'ONU. Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution 181 (II). Celle-ci postulait un État juif, un État arabe et l'internationalisation de Jérusalem. Alors que la partie juive a accepté le plan, la partie arabe l'a rejeté.

Le 14 mai 1948, lorsque l'État d'Israël a été proclamé, la partie arabe a opté, un jour plus tard seulement, pour une solution militaire et a tenté de détruire l'État juif nouvellement créé. La guerre a duré plus d'un an et s'est terminée en juillet 1949 par la victoire d'Israël sur les armées égyptienne, syrienne, jordanienne, libanaise et irakienne.

La Cisjordanie, prévue par l'ONU comme faisant partie du nouvel État arabe (palestinien), est passée sous domination jordanienne, tout comme Jérusalem-Est. Gaza, également prévue pour faire partie du nouvel État palestinien, a été occupée par l'Égypte. (Lors de la guerre des Six Jours de 1967, la Cisjordanie et Gaza sont ensuite tombées aux mains d'Israël et ont été considérées dès lors comme des territoires occupés en vertu du droit international).

2000/2001 Camp David. Sous la direction du président américain de l'époque, Bill Clinton, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le Premier ministre israélien de l'époque, Ehud Barak, ont négocié la création d'un État palestinien. (L'Autorité palestinienne avait été créée à la suite des pourparlers de paix d'Oslo en 1993. Elle était responsable de l'administration de la majeure partie de la Cisjordanie et de Gaza).

Le plan de paix de Clinton prévoyait que l'ensemble de Gaza et 94 à 96% de l'ensemble de la Cisjordanie deviendraient un État palestinien. En outre, Israël devait céder ses propres terres, représentant 1 à 3 % de la Cisjordanie, au nouvel État palestinien afin de relier Gaza et la Cisjordanie par un pont terrestre. Les parties arabes de Jérusalem devraient être placées sous administration palestinienne et les parties juives sous administration israélienne. Un fonds d'aide international de 30 milliards de dollars devrait également être créé pour les

Palestiniens.

Le Premier ministre Barak et le gouvernement israélien ont approuvé ce plan. Yasser Arafat a également déclaré qu'il était d'accord. Mais il a posé tellement de conditions à son accord que la réalisation du plan a finalement été rendue impossible. L'ambassadeur saoudien aux États-Unis, le prince Bandar bin Sultan, a déclaré à ce sujet : « Si Arafat n'accepte pas ce qu'on lui propose maintenant, ce n'est pas une tragédie, mais un crime (contre son propre peuple, ndlr) ». Cette tentative de création d'un État palestinien a donc également échoué.

2005 Plan Sharon. En 2004, le Premier ministre israélien de l'époque, Ariel Sharon, a annoncé qu'Israël se retirerait complètement de Gaza et évacuerait toutes les colonies qui s'y trouvent. En outre, Israël démantèlera quatre colonies en Cisjordanie. L'objectif est d'ouvrir la voie à une résolution du conflit avec les Palestiniens. Ce plan a été mis en œuvre en 2005, les colons israéliens de Gaza ayant été contraints de quitter Gaza avec l'aide de l'armée israélienne.

L'espoir de Sharon que le retrait unilatéral d'Israël de Gaza et d'une partie de la Cisjordanie ouvrirait la voie à la paix avec les Palestiniens s'est avéré être un leurre. Deux ans plus tard, le Hamas, élu par sa propre population, a pris le pouvoir à Gaza après une lutte de pouvoir sanglante avec l'OLP, au pouvoir en Cisjordanie, et a commencé à terroriser Israël à partir de là avec des attaques de roquettes et des attentats. Cela a culminé le 7 octobre 2023 avec le massacre de 1 200 bébés, enfants, femmes et hommes israéliens à l'intérieur des frontières de l'État d'Israël et l'enlèvement de plus de 250 otages, ce qui a conduit à la guerre de Gaza.

2008 Offre de paix d'Ehud Olmert. Trois ans après le retrait israélien de Gaza, Ehud Olmert, qui avait succédé à Sharon au poste de Premier ministre israélien, a fait une nouvelle offre de paix au successeur de Yasser Arafat à la présidence de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

Tout comme le plan Clinton de 2002/2001, l'offre d'Olmert prévoyait un échange de territoires entre Israël et le nouvel État palestinien. Les deux parties devraient se céder exactement la même quantité de terres.

Selon ce document, 6,3% de la Cisjordanie devaient être transférés à Israël afin que les colons israéliens qui s'y trouvaient puissent être intégrés au territoire israélien. De son côté, Israël aurait cédé au nouvel État palestinien une partie de son propre territoire équivalant à 5,8% de la Cisjordanie. En outre, une autre partie du territoire

israélien (équivalente à 0,5% de la Cisjordanie) devait être cédée afin de relier la Cisjordanie et Gaza par un pont terrestre et de créer un État palestinien d'un seul tenant. Israël a aujourd'hui une superficie d'un peu plus de 20 000 kilomètres carrés, soit la moitié de la Suisse.

Mais comme son prédécesseur Arafat, Mahmoud Abbas a rejeté cette proposition de création d'un État palestinien indépendant.

Dans une interview accordée à la « Weltwoche », l'ancien Premier ministre britannique Boris Johnson a déclaré à ce sujet en juillet 2025 : « L'histoire de la Palestine depuis 1948 est une histoire d'occasions manquées, d'échec de la direction palestinienne et d'incompréhension totale de la nécessité de coexister avec Israël. Il n'y a jamais eu de dirigeant palestinien prêt à dire : « Israël a un droit inconditionnel à l'existence. Nous devons coexister avec Israël ».